

sonne ne s'attend, encore moins Downing Street, à ce qu'un Britannique soit le premier secrétaire général. Il y a plus de chances que l'on choisisse un Canadien.

Voilà un indice de la valeur nouvelle d'une vieille institution internationale. Le Commonwealth doit devenir un lien de bonne volonté et d'aide mutuelle entre nations de races différentes, situées sur divers continents et ayant atteint des stades de développement variés; il doit mettre en œuvre le sentiment de famille, qui persiste, pour édifier une collaboration riche de sens et dénuée de discrimination, fondée moins sur un commerce préférentiel que sur un sentiment de préférence. Si le Commonwealth peut réaliser cela, il entrera dans une période d'efficacité nouvelle et croe. Notre politique est de faire tout ce que nous pouvons pour atteindre cet objectif.

Il y a également l'OTAN, cet autre club international dont nous sommes membres originaires et actifs. J'ai foi autant que jamais en la coalition atlantique, mais j'y vois moins une coalition de défense que la base d'une communauté politique et économique au sein de laquelle régnerait une étroite collaboration. Malheureusement, il existe peu de liant politique et économique, à l'heure actuelle, pour l'unité atlantique — tandis que le lien de la défense collective pour la sécurité collective, tout en restant le principal élément de cohésion de l'Alliance, devient plus faible au fur et à mesure que se modifient les conditions qui ont amené la création de l'OTAN. Ces conditions étaient essentiellement la menace d'une agression militaire soviétique et la tentation de la faiblesse et de la division européennes.

L'Europe, maintenant, est forte et prospère. Ceci, ajouté à divers facteurs, notamment au fait que l'Europe orientale s'affranchit graduellement de son statut de satellite, a diminué la crainte immédiate d'une agression armée de la part de l'Union soviétique.

Nous devons maintenant réexaminer les principes d'après lesquels on a fondé l'Alliance atlantique il y a 16 ans. La meilleure solution serait d'effectuer un rapprochement organique en prenant l'ancien traité pour base. Mais c'est une chose impossible à l'heure actuelle si nous voulons inclure la France du général de Gaulle. Or il est certainement impossible au Canada d'envisager une coalition atlantique sans la France.

L'autre solution serait de considérer une nouvelle entente en vertu de laquelle l'Europe se chargerait de la sécurité d'un côté de l'Atlantique, et l'Amérique du Nord de celle de l'autre, entente que complèteraient des mesures d'aide mutuelle en cas d'attaque.

Je ne prétends pas qu'une évolution de ce genre se fasse cette année ou le prochain au sein de l'Alliance atlantique. Je ne suggère pas non plus que ce que nous faisons doit contrarier l'édification de la communauté atlantique dans la voie qui nous est ouverte.

J'affirme seulement que les mesures de défense qui étaient appropriées en 1948 peuvent ne plus convenir en 1965, ou en tout cas qu'elles ne conviendront peut-être pas pour longtemps après 1965.